

les FICHES de l'Observatoire



Février 2011 - N° 94

Conjoncture économique en Loir-et-Cher

Résultats de l'enquête menée entre le 1^{er} et le 18 février 2011

Analyse réalisée sur la base de 123 réponses exploitables

La **Chambre de Commerce et d'Industrie** de Loir-et-Cher et l'**Observatoire**, en **partenariat avec le Conseil général**, ont décidé de reconduire en 2011 l'enquête rapide de conjoncture mise en oeuvre depuis 2009. Celle-ci a pour objet de pallier l'insuffisance des informations disponibles au niveau local sur l'impact de la crise économique et financière. Pour cette première édition de l'année, environ **1 300 entreprises** de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de gros ont été sollicitées entre le 1er et le 18 février 2011.

Près de 140 responsables se sont connectés au site Internet dédié à cette enquête et 123 réponses ont pu être exploitées. Trois relances ont été effectuées à quelques jours d'intervalle, permettant d'atteindre un **taux de retour** proche de **10 %** (pour les seules réponses exploitables). Les entreprises correspondantes emploient environ **3 600 salariés**.

Les **divergences d'évolution** de l'activité déjà pointées auparavant entre les secteurs, mais aussi en leur sein, entre les entreprises, se font sentir avec encore **plus d'acuité**. Différents indices font par ailleurs penser que nous pourrions être à une **période charnière**, les **perspectives** pour les tout prochains mois s'avérant **meilleures que la fin de l'année 2010** et le début 2011. L'exemple le plus frappant provient de la construction : recul du chiffre d'affaires, difficultés financières plus répandues, mais carnets de commandes qui se regarnissent et regain d'optimisme. Le paradoxe exactement inverse est de surcroît constaté pour le commerce de gros.

Si l'on ne peut plus véritablement parler de crise, la **période actuelle** (et depuis le début de l'année dernière pratiquement) **n'est donc pas placée sous le signe d'une franche reprise**. La croissance du PIB national (+ 1,5 % en 2010) ne fait d'ailleurs pas partie des meilleurs résultats des pays de l'OCDE.

En Loir-et-Cher, cela se traduit par un **recul du chiffre d'affaires pour une entreprise sur 2** au cours des trois derniers mois (parmi celles qui ont répondu), résultat identique à celui enregistré lors de l'enquête précédente. Des **pertes de clients ou de marchés** sont de nouveau assez fréquemment signalées.

Ces évolutions ont un impact évidemment négatif sur la **santé financière des entreprises** qui tend à se dégrader

pour une proportion non négligeable d'entre elles.

L'industrie conserve une dynamique positive, voire la conforte. Les volumes d'affaires s'y sont étoffés dans près d'un établissement sur 3 et les exportations de marchandises se sont stabilisées. On constate également un regain des décisions d'investissement. C'est également le cas dans les services.

Des perspectives encourageantes, mais pas dans tous les secteurs

Les évolutions des **effectifs permanents** ont été encore plus limitées qu'auparavant ; les cas de réduction ont été moins nombreux. Cette tendance devrait se poursuivre. En revanche, le **recours à des salariés temporaires s'est plus souvent intensifié**, en particulier dans l'industrie. Mais les cas de repli ont été également plus fréquents, surtout dans la construction. Les prévisions en la matière demeurent très aléatoires, signe du **manque persistant de visibilité**. Celui-ci se traduit par une proportion toujours élevée de dirigeants qui ne se prononcent pas sur la marche des affaires au cours des prochains mois. En revanche, les **rangs des optimistes continuent de s'étoffer**. Ils se fondent sur des carnets de commandes qui se regarnissent (6 responsables sur 10 les jugent rassurants à 3 mois) et, en conséquence, des **perspectives d'activité plus réjouissantes**, en particulier dans l'**industrie**, mais aussi, comme cela a déjà été évoqué, dans la **construction**.



S O M M A I R E

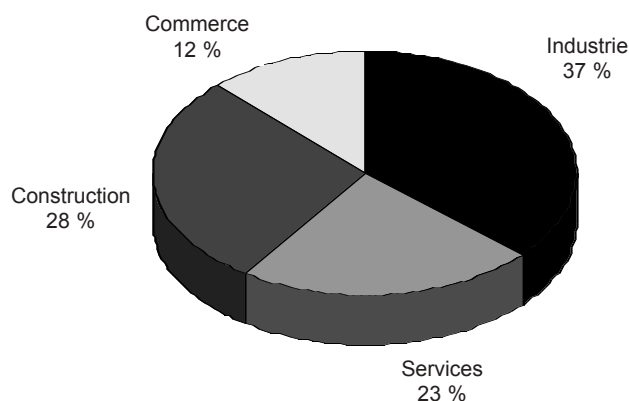
123 réponses exploitables	2	Des évolutions importantes dans le recours à des salariés non permanents	7
Répartition par activité	2	Le chômage partiel très rarement mis en œuvre	8
Répartition par taille	2	Un effort d'innovation un peu plus soutenu dans l'industrie ..	8
Les évolutions récentes	3	Les prévisions pour les prochains mois	9
L'activité peine toujours à s'affermir	3	Les responsables assez confiants à court terme, sauf dans le commerce de gros	9
Des pertes de clientèle qui perdurent	3	Le maintien des effectifs permanents à leur niveau actuel reste la priorité	10
Des difficultés financières plus prégnantes	4	Le recours à du personnel temporaire pourrait se renforcer dans l'industrie	10
Les relations avec les banques se dégradent pour les entreprises de la construction	4	L'optimisme gagne du terrain dans les services et l'industrie	11
Les délais de règlement des fournisseurs se sont raccourcis dans la construction et le commerce de gros	5	Les soldes d'opinion indiquent une amélioration à venir ..	12
Des exportations industrielles plutôt stables	6		
Vers une reprise des investissements	6		
Grande stabilité des effectifs permanents au cours des trois derniers mois	7		

123 réponses exploitables

Répartition par activité

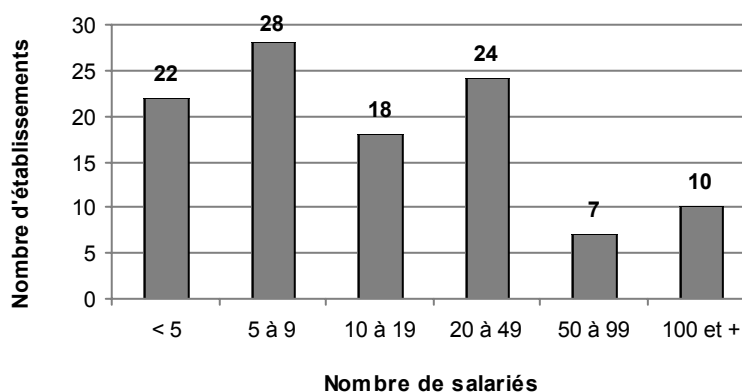
Le poids de chacune des activités (par grand secteur) reflète le choix initial qui a été opéré. Une large part a été donnée à l'industrie, secteur où un grand nombre d'emplois est en jeu.

Répartition des réponses exploitables par grand secteur d'activité



Répartition par taille

Répartition des réponses exploitables selon la taille des établissements



109 réponses

Les évolutions récentes

L'activité peine toujours à se redresser de façon significative. **Une entreprise sur 2** a encore connu une **baisse de son chiffre d'affaires** au cours des derniers mois (comme en octobre). Le recul est important dans 1 établissement sur 10.

Les **écarts entre secteurs** d'activités sont en revanche **moins marqués** qu'auparavant. On constate toutefois une **proportion un peu plus grande de recul du volume d'affaires** dans la **construction** (les prévisions d'amélioration ne se sont donc pas concrétisées).

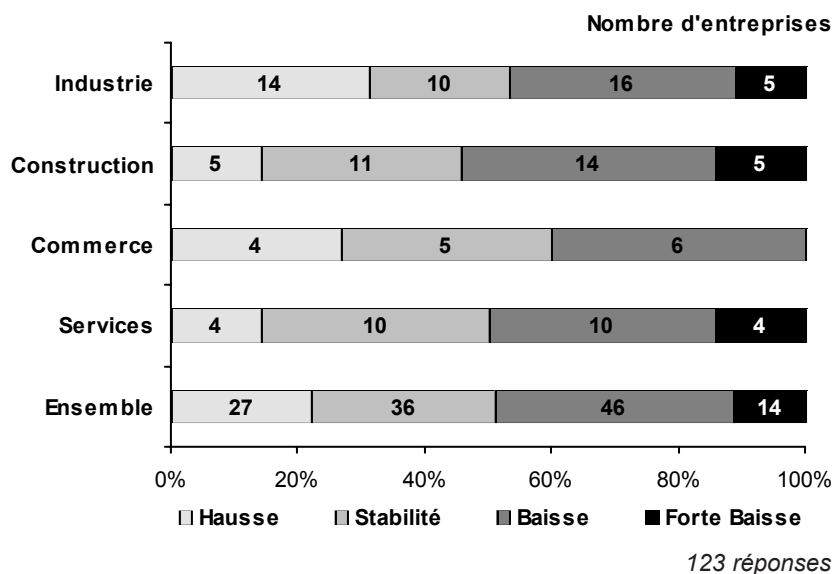
Les chiffres d'affaires sont en **progression** dans un peu plus de **2 établissements sur 10** (davantage dans l'industrie, de nouveau). Ce résultat est en retrait par rapport aux deux enquêtes précédentes.

Plus de 4 entreprises sur 10 ont perdu des clients ou des marchés dans la période récente. La tendance à l'amélioration constatée lors des deux enquêtes précédentes est donc stoppée. La construction est la plus touchée (1 entreprise sur 2) et, dans une moindre mesure, le commerce de gros.

A contrario, **l'élargissement de la clientèle** s'est fait **plus rare** : moins de **2 établissements sur 10** globalement, davantage dans l'industrie (3 sur 10).

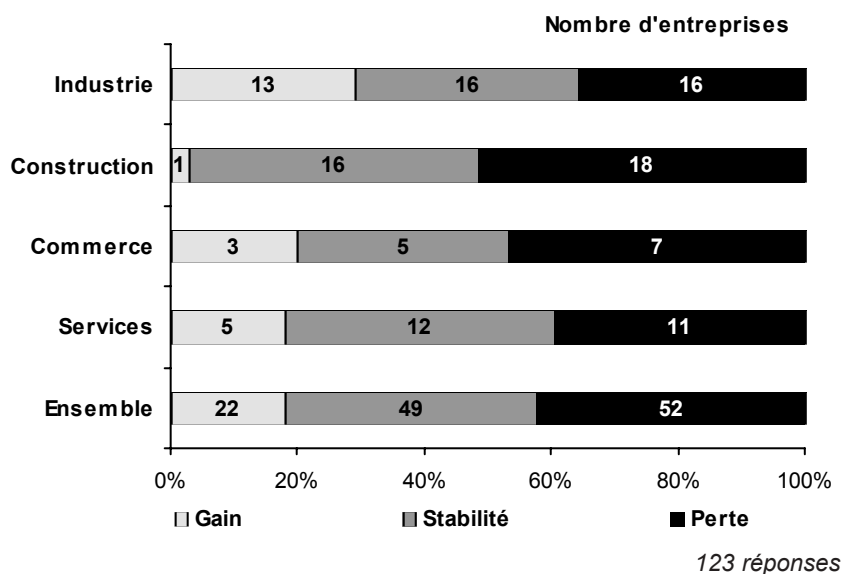
L'activité peine toujours à s'affermir

Evolution des chiffres d'affaires au cours des 3 derniers mois



Des pertes de clientèle qui perdurent

Clients / marché : évolution récente



Près d'un établissement sur 3 est confronté à de sérieuses difficultés financières ; la situation marque ainsi une certaine **dégradation** par rapport aux enquêtes antérieures. Tous les secteurs sont concernés.

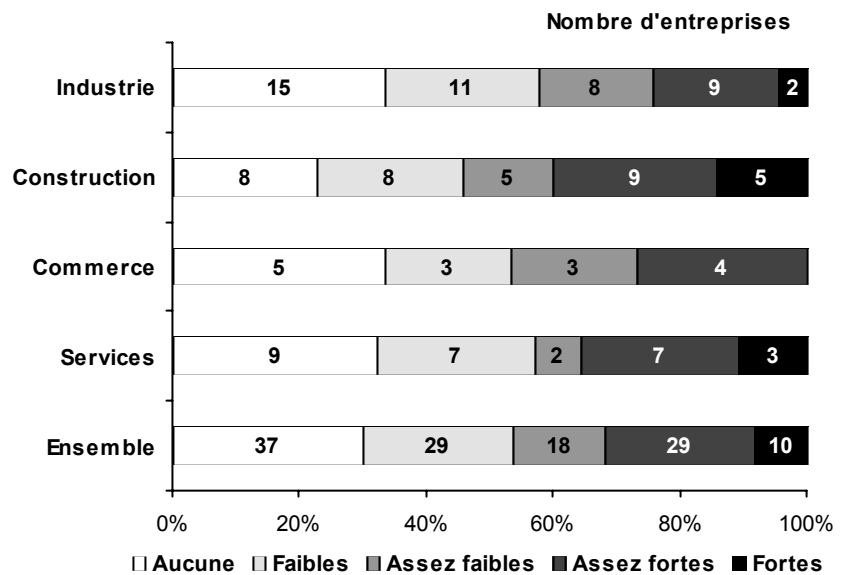
Les difficultés semblent plus répandues dans la **construction**, comme auparavant (4 entreprises sur 10).

Pour plus d'un responsable sur 2, les difficultés sont nulles ou négligeables. Cette proportion est néanmoins un peu en retrait par rapport à octobre 2010.

Parallèlement à une situation financière tendue, les entreprises de la **construction** pointent davantage qu'auparavant une **dégradation des relations avec les banques** (3 responsables sur 10). Les **industriels** ayant répondu constatent au contraire une **amélioration**. Globalement, les relations n'ont pas été modifiées dans la très grande majorité des cas.

Des difficultés financières plus prégnantes

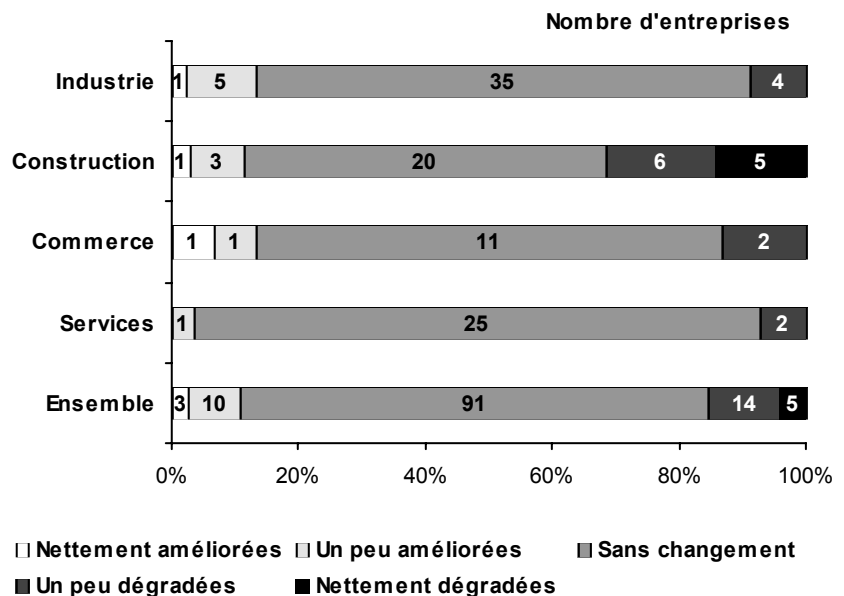
Difficultés financières : existence et intensité



123 réponses

Les relations avec les banques se dégradent pour les entreprises de la construction

Evolution récente des relations avec les banques



123 réponses

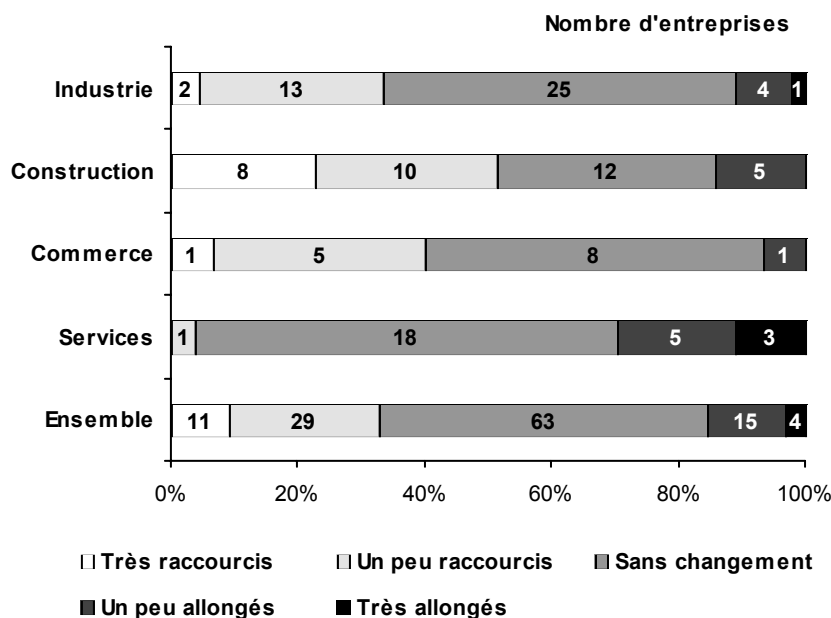
Les délais de règlement des fournisseurs se sont raccourcis dans la construction et le commerce de gros

Délais de règlement...

...aux fournisseurs

En moyenne générale, les **délais de règlement des fournisseurs** se sont **raccourcis** pour **1 établissement sur 3** (contre 1 sur 4 en octobre). Deux secteurs apparaissent plus particulièrement concernés, le commerce de gros (4 sur 10) et surtout la construction (1 sur 2).

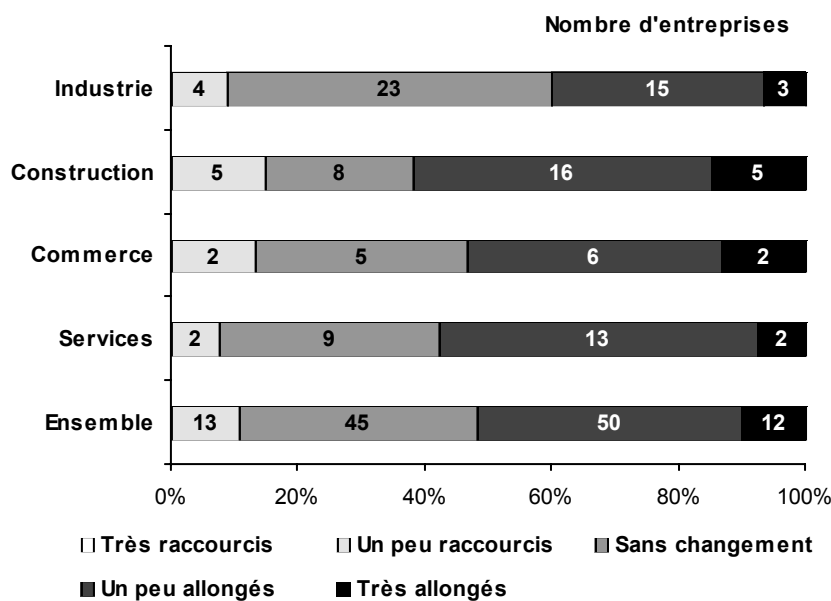
Dans les **services**, on constate au contraire un **allongement pour 3 entreprises sur 10**.



122 réponses

...des clients

Tous secteurs confondus, les **délais de règlement des factures par les clients** ont peu évolué depuis octobre. Cette moyenne masque cependant des **divergences entre activités**. Les cas **d'allongement** sont en **recul dans l'industrie** (4 sur 10 contre plus d'un sur 2 en octobre). Ils sont au contraire **plus fréquents dans la construction** (plus d'un établissement sur 2) et surtout le **commerce** (plus de 6 sur 10). Dans ces deux secteurs, les responsables sont également un peu plus nombreux (en proportion) à faire état d'un raccourcissement.



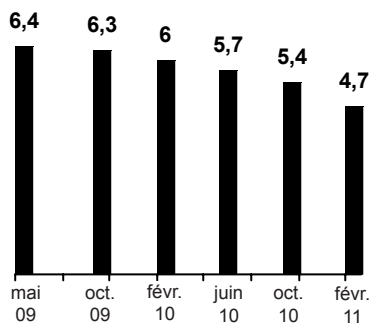
120 réponses

2 entreprises sur 10 environ ayant répondu à l'enquête ont une activité à l'export. Dans l'industrie, sur laquelle l'analyse sera de nouveau circonscrite, il y en a 6 sur 10.

Dans **2 entreprises** concernées sur 3, le **volume des exportations s'est stabilisé** au cours des derniers mois. ils se sont quelque peu **réduits dans 1 cas sur 4**, ce qui dénote une certaine détérioration. De même, les gains sont moins fréquents qu'en octobre (1 sur 10, contre 3 sur 10).

Pour la première fois depuis mai 2009 (date de la 1ère enquête), on compte **davantage d'entreprises n'ayant pas reporté leurs investissements que l'inverse**. Ce revirement de tendance est surtout perceptible dans **l'industrie et les services**.

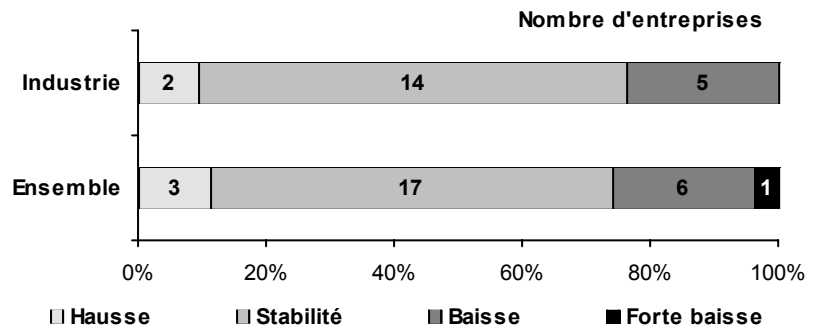
Evolution de la part des entreprises ayant décidé d'ajourner leur décision d'investir (en pour 10)



1. Précisons que la formulation de la question ne permet pas d'isoler les entreprises n'ayant pas au préalable de projets d'investissement et n'ont donc pas de report à effectuer.

Des exportations industrielles plutôt stables

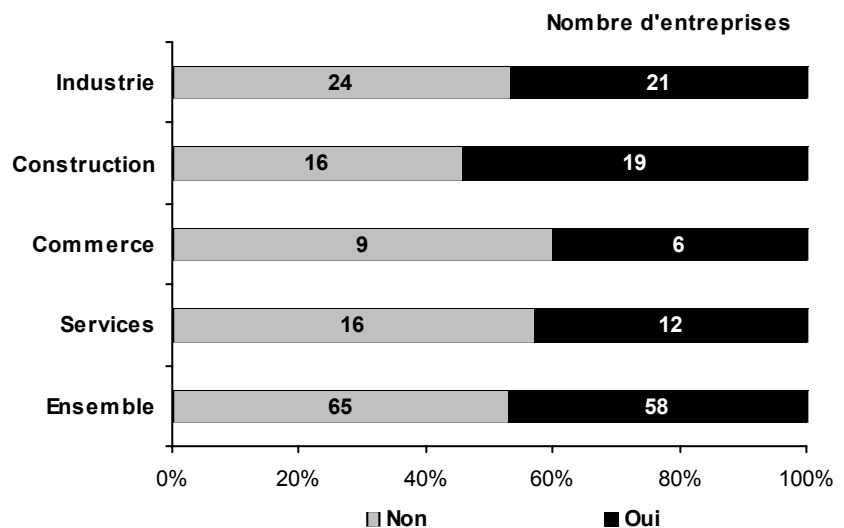
Evolution des exportations au cours des 3 derniers mois



27 entreprises concernées
Compte tenu du faible nombre de réponses dans les autres secteurs d'activité, seuls les résultats de l'industrie sont présentés

Vers une reprise des investissements

Décision de reporter des investissements¹



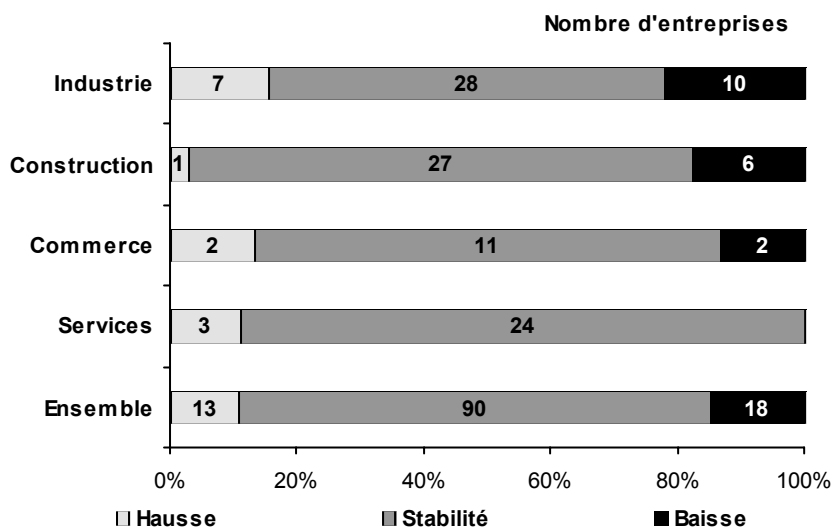
123 réponses

Les mouvements d'**effectifs permanents** ont été plus modérés qu'en octobre 2010 : **stabilité dans 3 entreprises sur 4**. Simultanément, on compte **moins de cas où ils se sont contractés**. C'est le cas en particulier dans les services.

Les **équipes** ont été **renforcées dans un établissement sur 10**, un peu plus dans l'industrie.

Grande stabilité des effectifs permanents au cours des trois derniers mois

Evolution récente des effectifs permanents



121 réponses

La **moitié des établissements a eu recours à des salariés non permanents** (intérim et CDD) au cours de la période récente, comme en octobre 2010.

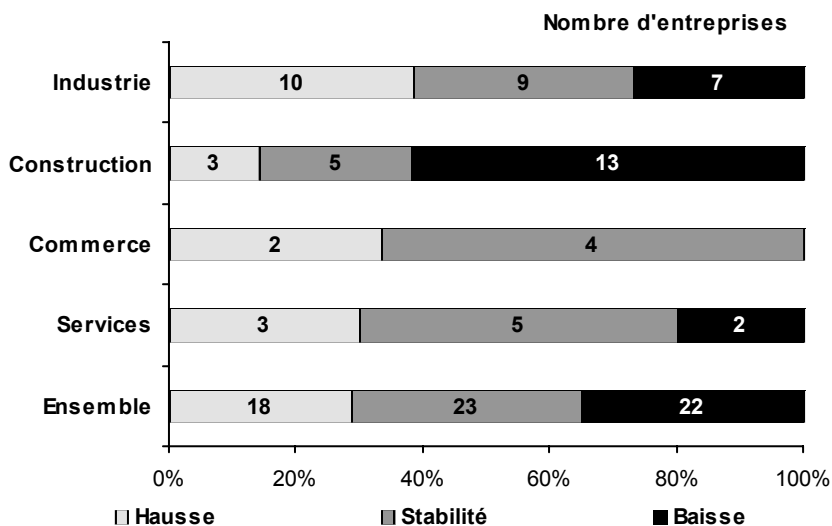
Les **évolutions** sont cependant **beaucoup plus tranchées** ; les écarts entre secteurs sont également marqués. Globalement, les **effectifs concernés sont stables dans moins de 4 entreprises sur 10** (6 sur 10 en octobre), mais c'est majoritairement le cas dans les services et surtout le commerce de gros.

Le **recours** s'est **intensifié dans environ 3 établissements sur 10** et plus spécialement dans l'industrie (près de 4 sur 10).

Les **situations de repli** sont également **plus fréquentes**, notamment dans la **construction** (plus de 6 entreprises concernées sur 10).

Des évolutions importantes dans le recours à des salariés non permanents

Evolution récente des effectifs non permanents

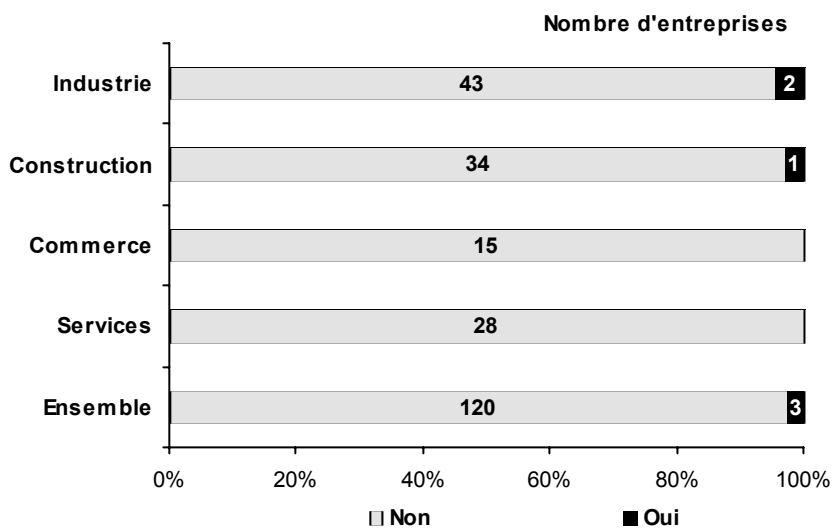


63 entreprises concernées

Parmi les entreprises ayant répondu à l'enquête, **3 ont recouru au chômage partiel.**

Le chômage partiel très rarement mis en œuvre

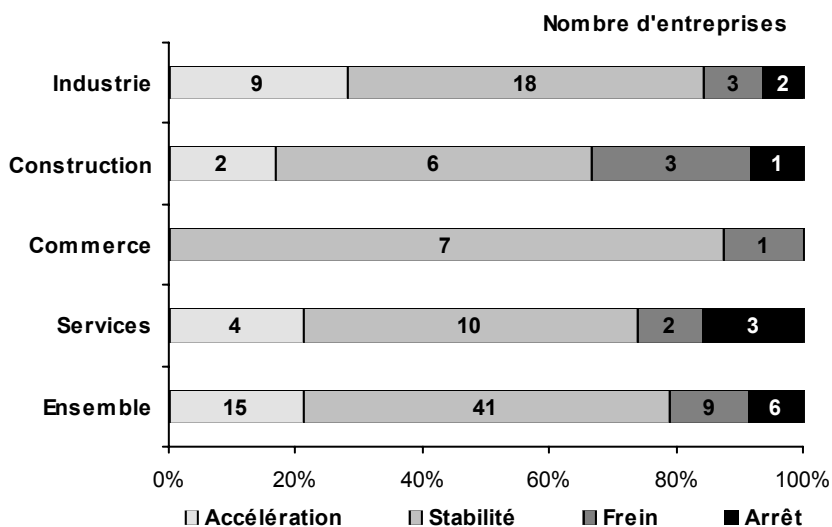
Recours au chômage partiel



123 réponses

Un effort d'innovation un peu plus soutenu dans l'industrie

Impact sur les activités de R&D, innovation, développement de nouveaux produits ou services



71 entreprises concernées

71 entreprises de l'échantillon recueilli ont une **politique active d'innovation ou de recherche et développement**. Parmi celles-ci, **9** ont pris la décision de **ralentir ces activités** et **6 de les stopper totalement** (dont 3 dans les services).

A l'inverse, on constate une **intensification des efforts dans 15 établissements dont 9 de l'industrie**. Pour cette dernière, il s'agit d'une légère amélioration.

Globalement, les évolutions sont très proches de celles de l'enquête d'octobre.

Les prévisions pour les prochains mois

Plus de 6 dirigeants sur 10, tous secteurs confondus, jugent **rassurants leurs carnets de commande à 3 mois**. Ce résultat est un peu supérieur à celui d'octobre.

Malgré des résultats apparemment décevants en fin d'année, les responsables de la **construction se disent très majoritairement confiants**, de même que dans **l'industrie**. **L'inquiétude se renforce au contraire dans le commerce de gros**.

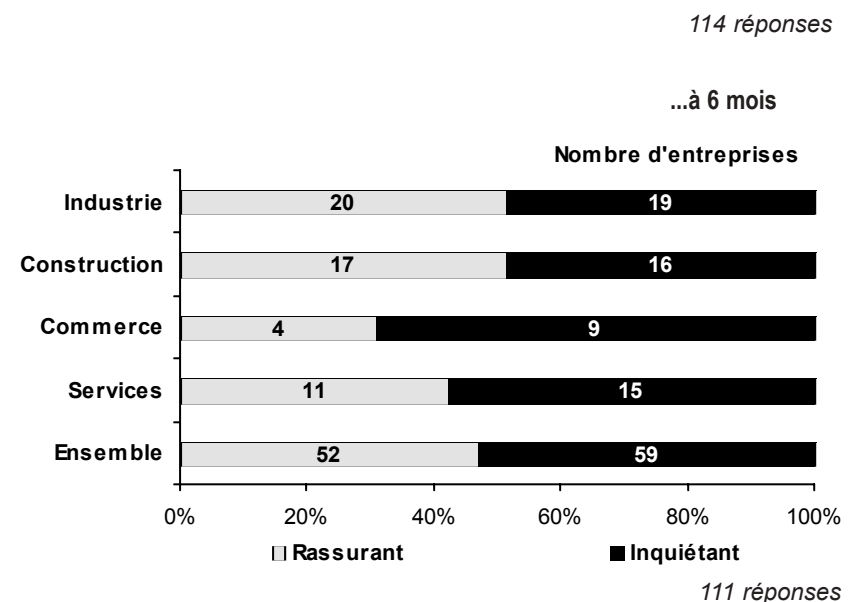
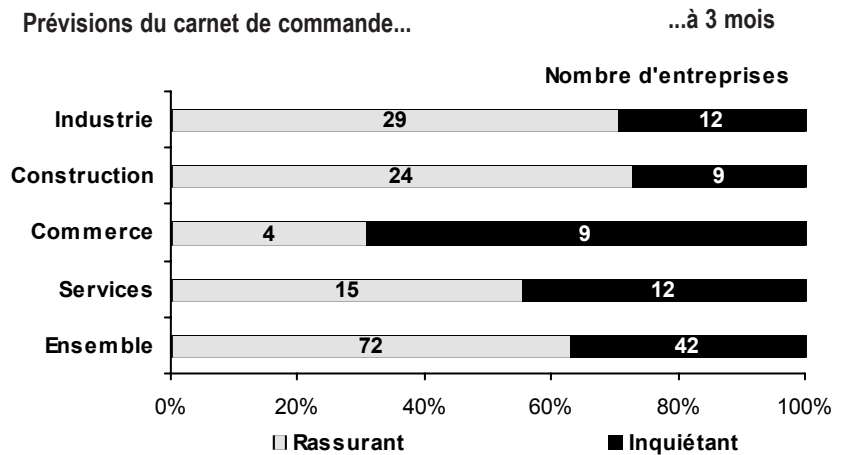
(voir également p. 12)

Il y a toujours une **petite majorité de dirigeants** qui sont **inquiets** devant les **carnets de commande à 6 mois** (parmi ceux qui se sont prononcés, plus nombreux qu'auparavant), mais l'écart s'est resserré. Une **inversion** s'est d'ailleurs produite **dans l'industrie et la construction**. Le commerce de gros fait preuve là encore d'une plus grande défiance.

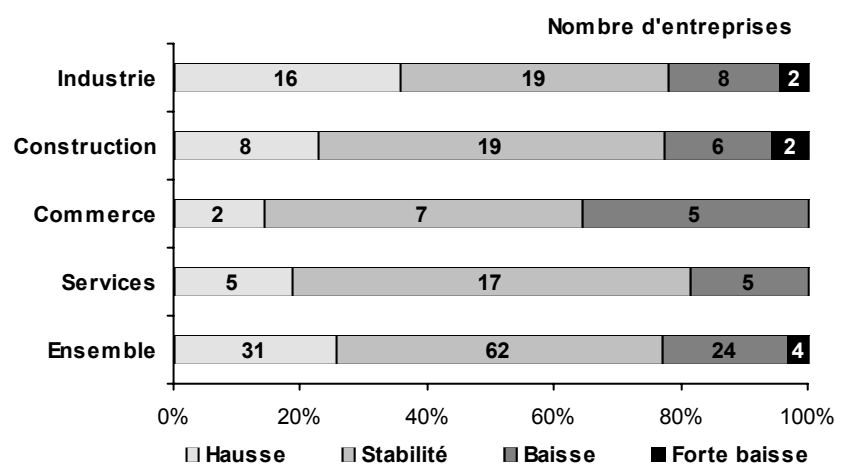
Les volumes de commandes laissent entrevoir aux responsables des **perspectives d'activité plus réjouissantes** à court terme. Une **croissance** est attendue dans **1 établissement sur 4** tous secteurs confondus. Les **industriels** sont **particulièrement confiants** (plus d'un sur 3).

Ce n'est en revanche pas le cas dans le **commerce de gros** où **plus d'un dirigeant sur 3 s'attend à une diminution** d'activité (moyenne générale : un peu plus de 2 sur 10).

Les responsables assez confiants à court terme, sauf dans le commerce de gros



Prévisions d'évolution de l'activité



L'amélioration prévue de l'activité n'est **pas encore** assez établie, ni générale, pour se traduire par un **accroissement des effectifs permanents**. Cela devrait se produire toutefois dans **1 entreprise sur 10 de l'industrie et de la construction**, tandis qu'aucun responsable interrogé du commerce ou des services ne l'envisage. Les **suppressions de postes** devraient être également rares.

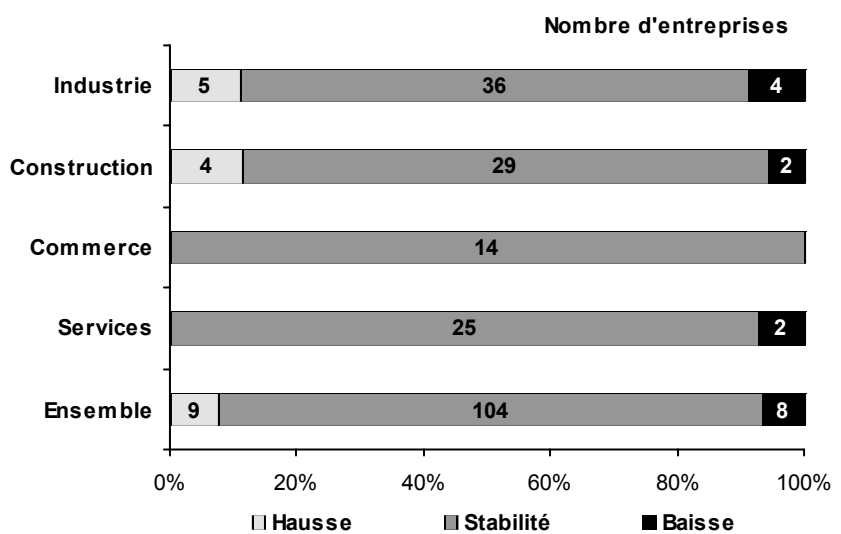
Comme précédemment, la tendance reste donc au **maintien des effectifs à leur niveau actuel** dans près de **9 cas sur 10**, davantage dans les activités tertiaires.

Dans les établissements concernés, les **effectifs non permanents devraient croître** un peu plus fréquemment : **plus de 2 dirigeants sur 10** tous secteurs confondus (deux fois plus qu'en octobre) et même **3 sur 10 dans l'industrie**. En parallèle, les **cas de réduction** seraient **moins nombreux** (moins de 2 sur 10 globalement) et affecteraient surtout le commerce et la construction (1 sur 4).

Aucune modification n'est donc attendue dans une **grande majorité des cas** (6 sur 10).

Le maintien des effectifs permanents à leur niveau actuel reste la priorité

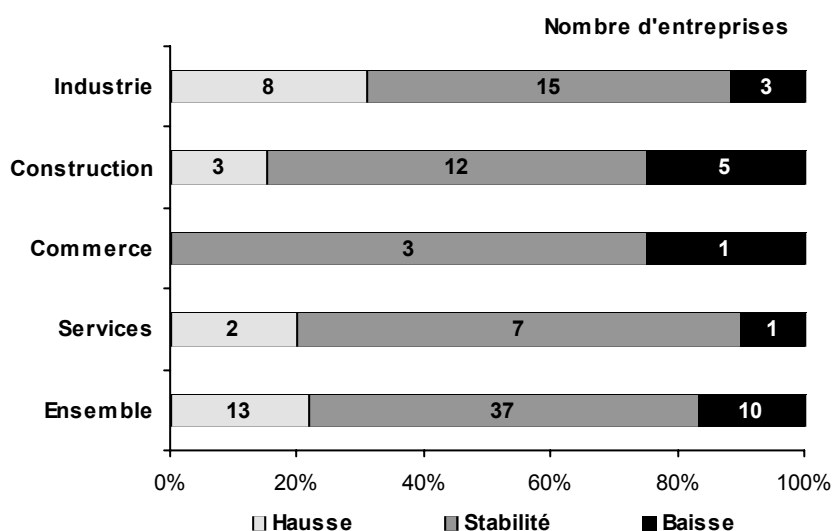
Prévisions des effectifs permanents



121 réponses

Le recours à du personnel temporaire pourrait se renforcer dans l'industrie

Prévisions des effectifs non permanents



60 entreprises concernées

Peu à peu, **l'optimisme gagne du terrain**. L'évolution la plus nette en ce sens est constatée dans les **services** et, dans une moindre mesure, **l'industrie**.

Les dirigeants du **commerce de gros** sont en revanche un peu **plus pessimistes** qu'en octobre, alors que ceux de la construction ont davantage de difficultés à se prononcer qu'auparavant. Le **manque de visibilité demeure** d'ailleurs de façon générale puisque 4 responsables sur 10 n'expriment pas d'opinion.

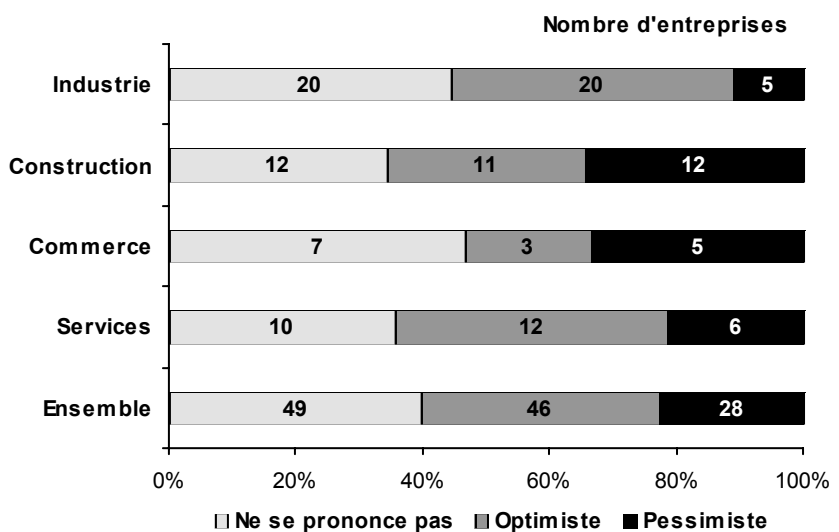
(voir également p. 12)

Une quinzaine de responsables éprouvent des craintes pour la pérennité de leur entreprise, (davantage qu'en octobre). Pour 5 d'entre eux, la menace serait particulièrement vive.

Les plus inquiets se trouvent dans la construction et les services.

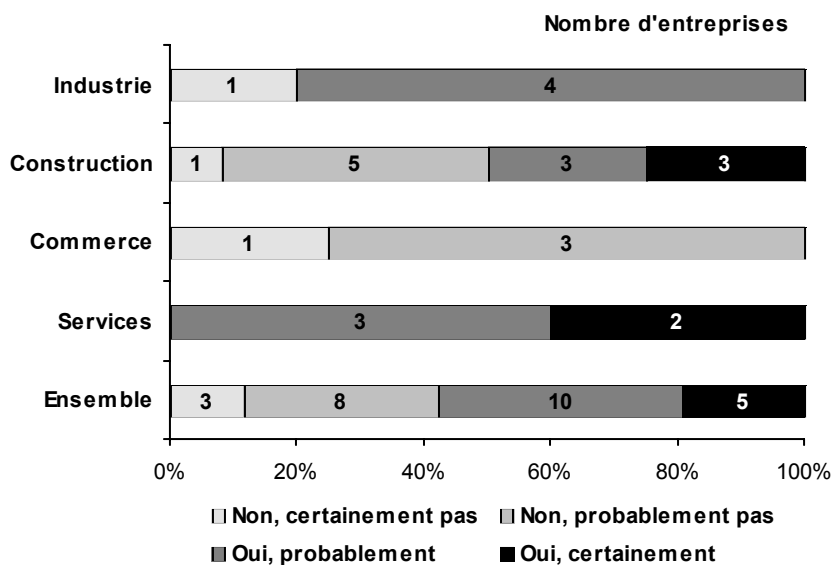
L'optimisme gagne du terrain dans les services et l'industrie

Sentiment général des dirigeants



123 réponses

Menaces sur la pérennité de l'entreprise



26 réponses sur 28 entreprises concernées

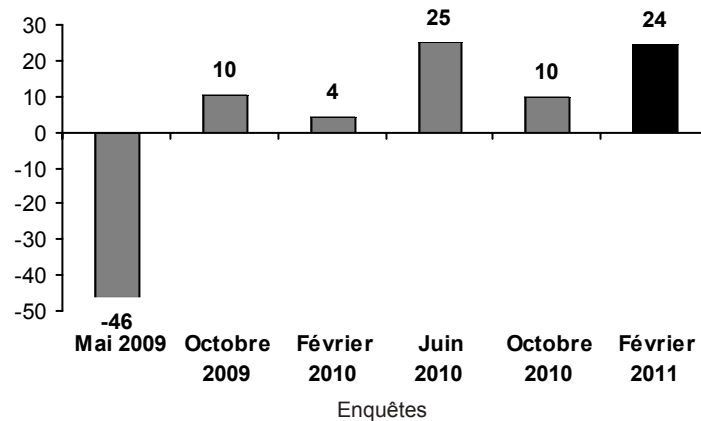
Les soldes d'opinion indiquent une amélioration à venir

Le suivi de l'évolution des **soldes d'opinion** se fait désormais sur 6 enquêtes.

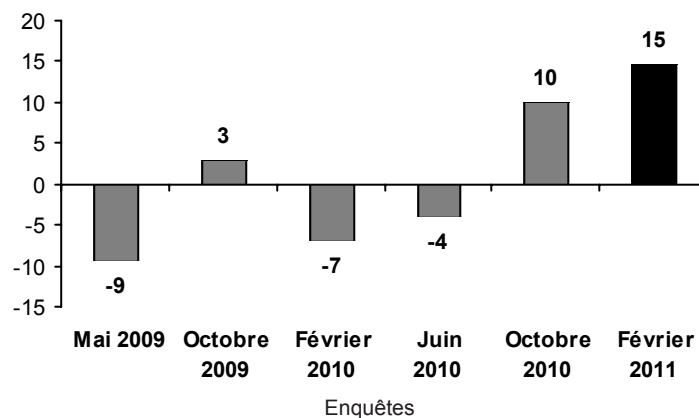
Pour les **carnets de commande à 3 mois**, le ratio de février 2011 est **très largement positif**, au même niveau qu'en juin 2010. L'enthousiasme est particulièrement marqué dans la construction et l'industrie.

Il n'est en revanche pas du tout partagé par les dirigeants du commerce de gros.

Prévisions du carnet de commande à 3 mois



Sentiment général des dirigeants



Confortant la tendance constatée en octobre 2010, le solde d'opinion des responsables sur leur **sentiment général** est largement positif.

Le contraste est toutefois très important entre l'industrie et les services d'une part (écart positif très important), la construction et le commerce d'autre part (écart négatif).

Note méthodologique

Le solde d'opinion est défini comme la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et celle ayant exprimé une opinion négative. Il peut s'appliquer aux questions qui appellent une réponse à deux ou trois modalités, telles que "optimiste", "ne se prononce pas", "pessimiste" ou "rassurant", "inquiétant". A partir de ces réponses, on calcule le pourcentage de répondants optimistes et de répondants pessimistes. Le solde d'opinion est alors établi comme la différence entre ces deux pourcentages. L'intérêt de cet indicateur réside moins dans le résultat d'une enquête que dans son évolution au fil du temps.

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT - Edition électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 1625-4627

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher - 34 avenue Maunoury - 41000 BLOIS
Tél : 02.54.42.39.72 • Fax : 02.54.42.42.02 - www.observatoire41.com - E-mail : infos@observatoire41.com